DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 29 avril 2014

relative à l'apurement des comptes des organismes payeurs des États membres en ce qui concerne les dépenses financées par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) pour l'exercice budgétaire 2013

[notifiée sous le numéro C(2014) 2785]

(2014/251/UE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) nº 1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune ([1]), et notamment son article 30,

vu le règlement (UE) nº 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) nº 352/78, (CE) nº 165/94, (CE) nº 2799/98, (CE) nº 814/2000, (CE) nº 1290/2005 et (CE) nº 485/2008 du Conseil ([2]), et notamment son article 119, paragraphe 1,

vu le règlement (CE) nº 885/2006 de la Commission ([3]), et notamment son article 10,

après consultation du comité des Fonds agricoles,

considérant ce qui suit:

(1) L'article 119, paragraphe 1, deuxième alinéa, du règlement (UE) nº 1306/2013 tel que modifié par l'article 8 du règlement (UE) nº 1310/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), modifiant le règlement (UE) nº 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les ressources et leur répartition pour l'exercice 2014 et modifiant le règlement (CE) nº 73/2009 du Conseil ainsi que les règlements (UE) nº 1307/2013, (UE) nº 1306/2013 et (UE) nº 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne leur application au cours de l'exercice 2014 ([4]), dispose que l'article 30 du règlement (CE) nº 1290/2005 s'applique en ce qui concerne l'apurement des dépenses encourues et des paiements effectués pour l'exercice budgétaire agricole 2013.

(2) En vertu de l'article 30 du règlement (CE) nº 1290/2005 [tel que visé à l'article 119, paragraphe 1, deuxième alinéa, du règlement (UE) nº 1306/2013, modifié par l'article 8 du règlement (UE) nº 1310/2013], la Commission, se fondant sur les comptes annuels présentés par les États membres, accompagnés des informations nécessaires à leur apurement, du certificat attestant l'intégralité, l'exactitude et la véracité des comptes, ainsi que des rapports établis par les organismes de certification, apure les comptes des organismes payeurs visés à l'article 6 dudit règlement.

(3) Conformément à l'article 5 du règlement (CE) nº 883/2006 de la Commission du 21 juin 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) nº 1290/2005 du Conseil, en ce qui concerne la tenue des comptes des organismes payeurs, les déclarations de dépenses et de recettes et les conditions de remboursement des dépenses dans le cadre du FEAGA et du Feader ([5]), l'exercice budgétaire, pour les comptes du FEAGA, commence le 16 octobre de l'année «N – 1» et s'étend jusqu'au 15 octobre de l'année «N». Dans le cadre de l'apurement des comptes, en vue d'aligner la période de référence des dépenses du Feader sur celle des dépenses du FEAGA, il convient de prendre en considération, au titre de l'exercice 2013, les dépenses supportées par les États membres entre le 16 octobre 2012 et le 15 octobre 2013.

([1]) JO L 209 du 11.8.2005, p. 1.
([2]) JO L 347 du 20.12.2013, p. 549.
([3]) JO L 171 du 23.6.2006, p. 90.
([4]) JO L 347 du 20.12.2013, p. 865.
([5]) JO L 171 du 23.6.2006, p. 1.

(4) L'article 10, paragraphe 2, deuxième alinéa, du règlement (CE) nº 885/2006 dispose que les montants qui, conformément à la décision d'apurement des comptes visée à l'article 10, paragraphe 1, premier alinéa, dudit règlement, sont à recouvrer auprès de chaque État membre ou doivent lui être payés, sont calculés en déduisant les paiements intermédiaires au titre de l'exercice budgétaire concerné des dépenses reconnues pour ce même exercice conformément au paragraphe 1. Le paiement intermédiaire suivant est réduit ou augmenté desdits montants par la Commission.

(5) La Commission a procédé aux vérifications des informations transmises par les États membres et leur a communiqué, avant le 31 mars 2014, les résultats correspondants, accompagnés des modifications nécessaires.

(6) Pour certains organismes payeurs, les comptes annuels et les documents qui les accompagnent permettent à la Commission de statuer sur l'intégralité, l'exactitude et la véracité des comptes transmis. Les montants apurés, ventilés par État membre, figurent à l'annexe I, de même que les montants recouvrables auprès des États membres ou payables à ceux-ci.

(7) Les informations présentées par certains autres organismes payeurs nécessitent des enquêtes complémentaires, et les comptes de ces derniers ne peuvent, de ce fait, être apurés dans la présente décision. La liste des organismes payeurs concernés figure à l'annexe II.

(8) Conformément à l'article 27 du règlement (CE) nº 1290/2005, la Commission peut réduire ou suspendre temporairement les paiements intermédiaires à l'État membre. Elle en informe l'État membre. En adoptant la présente décision, la Commission devrait tenir compte des montants réduits ou suspendus afin d'éviter tout paiement inapproprié ou hors délai et ainsi, le remboursement de montants qui pourraient ultérieurement faire l'objet d'une correction financière. En particulier, les deuxième et troisième déclarations trimestrielles de 2013 comportaient respectivement les montants de 753 591,20 EUR et de 532 237,50 EUR pour le programme de développement rural du Latium (2007IT06RP0005). Ces montants figuraient aussi dans la déclaration annuelle pour l'exercice budgétaire 2013. Les montants en question ont été l'objet d'une réduction en vertu de l'article 27, paragraphe 3, du règlement (CE) nº 1290/2005 et de l'article 41 du règlement (UE) nº 1306/2013 par les décisions de la Commission C(2013) 8989, sur la base de financements irréguliers, et C(2014) 1278, sur la base du non-respect des délais pour la vérification obligatoire. Étant donné que la procédure en vertu de l'article 31 du règlement (CE) nº 1290/2005 est toujours en cours, ces réductions devraient être maintenues.

(9) L'article 10, paragraphe 1, deuxième et troisième alinéas, du règlement (CE) nº 885/2006 prévoit que la décision d'apurement des comptes fixe les montants à imputer à l'Union et à l'État membre concerné en vertu des dispositions des articles 32 et 33 du règlement (CE) nº 1290/2005. Conformément à l'article 119, paragraphe 1, deuxième alinéa, du règlement (UE) nº 1306/2013, la procédure prévue à l'article 30 du règlement (CE) nº 1290/2005 continue de s'appliquer aux dépenses encourues et aux paiements effectués au titre de l'exercice budgétaire agricole 2013. Au cours de l'exercice budgétaire agricole 2013, les articles 32 et 33 étaient en vigueur, les montants résultant de leur application devraient donc être pris en compte dans la décision d'apurement des comptes relative à l'exercice budgétaire 2013.

(10) En vertu de l'article 33, paragraphe 8, du règlement (CE) nº 1290/2005, les conséquences financières de l'absence de recouvrement devraient être supportées à hauteur de 50 % par l'État membre concerné, lorsque le recouvrement n'a pas eu lieu avant la clôture d'un programme de développement rural, dans un délai de quatre ans après la date du premier acte de constat administratif ou judiciaire, ou de huit ans, si le recouvrement fait l'objet d'une action devant les juridictions nationales, ou lors de la clôture du programme si ces délais expirent avant sa clôture. L'article 33, paragraphe 4, dudit règlement oblige les États membres à communiquer à la Commission, à l'occasion de la transmission des comptes annuels, un état récapitulatif des procédures de récupération engagées à la suite d'irrégularités. Les modalités d'application de l'obligation pour les États membres de notifier les montants à recouvrer sont définies dans le règlement (CE) nº 885/2006. L'annexe III dudit règlement contient le tableau qui devait être présenté, en 2014, par les États membres. Sur la base des tableaux remplis par les États membres, il convient que la Commission prenne une décision sur les conséquences financières découlant du non-recouvrement des irrégularités datant, selon le cas, de plus de quatre ans ou de plus de huit ans. À cet effet, la présente décision est sans préjudice d'éventuelles nouvelles décisions d'apurement de conformité que la Commission pourrait prendre en vertu de l'article 33, paragraphe 5, du règlement (CE) nº 1290/2005.

(11) En vertu de l'article 33, paragraphe 7, du règlement (CE) nº 1290/2005 et de l'article 10 du règlement (CE) nº 885/2006, les États membres peuvent décider, après la clôture d'un programme de développement rural, de ne pas poursuivre le recouvrement. Cette décision ne peut être prise que lorsque l'ensemble des coûts entamés et des coûts prévisibles de recouvrement est supérieur au montant à recouvrer ou lorsque le recouvrement se révèle impossible à cause de l'insolvabilité du débiteur ou des personnes juridiquement responsables de l'irrégularité, constatée et admise conformément au droit national de l'État membre concerné. Si cette décision est prise dans un délai de quatre ans après la date du premier acte de constat administratif ou judiciaire, ou de huit ans si le

recouvrement fait l'objet d'une action devant les juridictions nationales, les conséquences financières de l'absence de recouvrement devraient être supportées à hauteur de 100 % par le budget de l'Union européenne. L'état récapitulatif visé à l'article 33, paragraphe 4, du règlement (CE) nº 1290/2005 présente les montants pour lesquels l'État membre a décidé de ne pas poursuivre le recouvrement et les raisons de cette décision. Ces montants ne sont pas supportés par les États membres concernés et sont donc supportés par le budget de l'Union européenne. À cet effet, la présente décision est sans préjudice d'éventuelles nouvelles décisions d'apurement de conformité que la Commission pourrait prendre en vertu de l'article 33, paragraphe 5, dudit règlement.

(12) Conformément à l'article 24, paragraphe 4, du règlement (CE) nº 1290/2005 [tel que visé à l'article 34, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013, modifié par l'article 8 du règlement (UE) nº 1310/2013], le total cumulé du préfinancement et des paiements intermédiaires ne doit pas dépasser 95 % de la contribution du Feader à chaque programme de développement rural.

(13) Conformément à l'article 26, paragraphe 3, point b), du règlement (CE) nº 1290/2005 [tel que visé à l'article 36, paragraphe 3, point b), du règlement (UE) nº 1306/2013], les paiements intermédiaires sont effectués dans le respect du montant total de la participation du Feader octroyé à chacun des axes prioritaires. En outre, conformément à l'article 17, paragraphe 4, du règlement (CE) nº 883/2006, sans préjudice du plafonnement prévu à l'article 24, paragraphe 4, du règlement (CE) nº 1290/2005 [tel que visé à l'article 34, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013], lorsque le cumul des déclarations de dépenses dépasse le total programmé pour un axe du programme de développement rural, le montant à payer est plafonné au montant programmé pour cet axe. Le plan de financement de l'axe 2 du programme de développement rural 2007PT06RP0001 a été dépassé de 913 212,81 EUR dans la déclaration trimestrielle pour le troisième trimestre 2013. Ce montant n'a pas été versé par la Commission. Un nouveau plan de financement n'a pas été approuvé, ni adopté par la Commission. Le montant de 913 212,81 EUR figurant dans la déclaration annuelle pour l'exercice budgétaire 2013 devrait, en conséquence, être exclu de la décision d'apurement des comptes pour l'exercice 2013. Il devrait faire l'objet d'un remboursement ultérieur de la Commission à la suite de l'adoption du nouveau plan de financement.

(14) Conformément à l'article 30, paragraphe 2, du règlement (CE) nº 1290/2005, la présente décision est sans préjudice d'éventuelles nouvelles décisions d'apurement de conformité que la Commission pourrait prendre en vue d'exclure du financement de l'Union les dépenses qui n'auraient pas été effectuées conformément aux règles de l'Union,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

À l'exception des organismes payeurs visés à l'article 2, les comptes des organismes payeurs des États membres, en ce qui concerne les dépenses financées par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) pour l'exercice budgétaire 2013, sont apurés par la présente décision.

Les montants recouvrables auprès de chaque État membre ou payables à chaque État membre au titre de chaque programme de développement rural en application de la présente décision, y compris ceux qui résultent de l'application de l'article 33, paragraphe 8, du règlement (CE) nº 1290/2005, figurent à l'annexe I.

Article 2

Les comptes des organismes payeurs des États membres concernant les dépenses pour chaque programme de développement rural financé par le Feader au titre de l'exercice budgétaire 2013, indiqués à l'annexe II, sont disjoints de la présente décision et feront l'objet d'une décision d'apurement des comptes ultérieure.

Article 3

La présente décision est sans préjudice d'éventuelles nouvelles décisions d'apurement de conformité que la Commission pourrait prendre, en vertu de l'article 31 du règlement (CE) nº 1290/2005, en vue d'exclure du financement de l'Union européenne les dépenses qui n'auraient pas été effectuées conformément aux règles de l'Union européenne.

Article 4

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 29 avril 2014.

Par la Commission
Dacian CIOLOȘ
Membre de la Commission

ANNEXE I

Apurement des dépenses du Feader par programme de développement rural pour l'exercice 2013

Montants recouvrables auprès de l'État membre ou payables à celui-ci, par programme

Programmes approuvés pour lesquels des dépenses ont été déclarées au titre du Feader

(en EUR)

EM	CCI	Dépenses 2013	Corrections	Total	Montants non réutilisables	Montant accepté et apuré pour l'exercice 2013	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice	Montants recouvrables auprès de l'État membre (*) (–) ou payables à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii – iv	vi	vii = v – vi
AT	2007AT06RPO001	526 093 587,02	0,00	526 093 587,02	0,00	526 093 587,02	526 228 598,38	– 135 011,36
BE	2007BE06RPO001	17 530 612,03	0,00	17 530 612,03	0,00	17 530 612,03	17 530 604,51	7,52
BE	2007BE06RPO002	24 009 543,25	0,00	24 009 543,25	0,00	24 009 543,25	24 020 335,79	– 10 792,54
CY	2007CY06RPO001	22 911 162,41	0,00	22 911 162,41	0,00	22 911 162,41	22 911 162,05	0,36
CZ	2007CZ06RPO001	371 656 567,14	0,00	371 656 567,14	0,00	371 656 567,14	371 656 234,34	332,80
DE	2007DE06RAT001	502 729,46	0,00	502 729,46	0,00	502 729,46	502 729,47	– 0,01
DE	2007DE06RPO003	74 073 468,14	0,00	74 073 468,14	0,00	74 073 468,14	74 028 548,75	44 919,39
DE	2007DE06RPO004	189 496 395,12	0,00	189 496 395,12	0,00	189 496 395,12	189 496 395,12	0,00
DE	2007DE06RPO007	177 835 416,54	0,00	177 835 416,54	0,00	177 835 416,54	177 835 470,52	– 53,98
DE	2007DE06RPO009	3 098 847,36	0,00	3 098 847,36	0,00	3 098 847,36	3 098 852,43	– 5,07
DE	2007DE06RPO010	35 055 715,71	0,00	35 055 715,71	0,00	35 055 715,71	35 055 224,07	491,64
DE	2007DE06RPO011	120 203 444,24	0,00	120 203 444,24	0,00	120 203 444,24	120 203 444,24	0,00
DE	2007DE06RPO012	133 868 923,35	0,00	133 868 923,35	0,00	133 868 923,35	133 868 924,53	– 1,18
DE	2007DE06RPO015	51 957 366,10	0,00	51 957 366,10	0,00	51 957 366,10	51 957 366,11	– 0,01
DE	2007DE06RPO017	35 530 668,81	0,00	35 530 668,81	0,00	35 530 668,81	35 530 668,81	0,00
DE	2007DE06RPO018	4 837 457,91	0,00	4 837 457,91	0,00	4 837 457,91	4 837 457,91	0,00
DE	2007DE06RPO019	186 767 637,25	0,00	186 767 637,25	0,00	186 767 637,25	186 767 637,25	0,00

(en EUR)

EM	CCI	Dépenses 2013	Corrections	Total	Montants non réutilisables	Montant accepté et apuré pour l'exercice 2013	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice	Montants recouvrables auprès de l'État membre (*) (–) ou payables à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii – iv	vi	vii = v – vi
DE	2007DE06RPO020	126 784 016,99	0,00	126 784 016,99	0,00	126 784 016,99	126 784 016,99	0,00
DE	2007DE06RPO021	46 018 979,79	0,00	46 018 979,79	0,00	46 018 979,79	46 019 446,34	– 466,55
DE	2007DE06RPO023	107 488 779,90	0,00	107 488 779,90	0,00	107 488 779,90	107 488 779,93	– 0,03
EE	2007EE06RPO001	126 354 432,67	0,00	126 354 432,67	0,00	126 354 432,67	126 354 622,82	– 190,15
ES	2007ES06RAT001	2 699 506,08	0,00	2 699 506,08	0,00	2 699 506,08	2 699 506,08	0,00
ES	2007ES06RPO002	39 287 287,70	0,00	39 287 287,70	0,00	39 287 287,70	39 287 347,33	– 59,63
ES	2007ES06RPO004	9 948 454,64	0,00	9 948 454,64	0,00	9 948 454,64	10 278 838,70	– 330 384,06
ES	2007ES06RPO005	30 429 329,43	0,00	30 429 329,43	0,00	30 429 329,43	30 429 329,44	– 0,01
ES	2007ES06RPO006	12 276 812,82	0,00	12 276 812,82	0,00	12 276 812,82	12 276 812,82	0,00
ES	2007ES06RPO007	133 356 956,86	0,00	133 356 956,86	0,00	133 356 956,86	133 356 929,78	27,08
ES	2007ES06RPO008	120 063 594,07	0,00	120 063 594,07	0,00	120 063 594,07	120 063 595,49	– 1,42
ES	2007ES06RPO009	42 760 315,52	0,00	42 760 315,52	0,00	42 760 315,52	42 760 312,36	3,16
ES	2007ES06RPO010	93 302 082,46	0,00	93 302 082,46	0,00	93 302 082,46	93 415 736,90	– 113 654,44
ES	2007ES06RPO011	96 056 143,10	0,00	96 056 143,10	0,00	96 056 143,10	96 056 116,07	27,03
ES	2007ES06RPO012	9 605 181,55	0,00	9 605 181,55	0,00	9 605 181,55	9 605 181,33	0,22
ES	2007ES06RPO013	40 890 414,45	0,00	40 890 414,45	0,00	40 890 414,45	41 008 945,50	– 118 531,05
ES	2007ES06RPO014	18 968 083,85	0,00	18 968 083,85	0,00	18 968 083,85	18 968 084,47	– 0,62
ES	2007ES06RPO015	17 440 397,34	0,00	17 440 397,34	0,00	17 440 397,34	17 439 870,09	527,25
ES	2007ES06RPO016	7 378 938,80	0,00	7 378 938,80	0,00	7 378 938,80	7 378 941,52	– 2,72
ES	2007ES06RPO017	22 321 331,40	0,00	22 321 331,40	0,00	22 321 331,40	22 320 969,57	361,83
FI	2007FI06RPO001	331 806 407,76	0,00	331 806 407,76	0,00	331 806 407,76	331 853 661,89	– 47 254,13

(en EUR)

EM	CCI	Dépenses 2013	Corrections	Total	Montants non réutilisables	Montant accepté et apuré pour l'exercice 2013	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice	Montants recouvrables auprès de l'État membre (*) (–) ou payables à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii – iv	vi	vii = v – vi
FI	2007FI06RPO002	2 333 555,42	0,00	2 333 555,42	0,00	2 333 555,42	2 333 555,42	0,00
FR	2007FR06RPO001	870 561 273,84	0,00	870 561 273,84	0,00	870 561 273,84	871 240 472,64	– 679 198,80
FR	2007FR06RPO002	15 945 548,51	0,00	15 945 548,51	0,00	15 945 548,51	15 945 581,19	– 32,68
FR	2007FR06RPO003	16 566 211,10	0,00	16 566 211,10	0,00	16 566 211,10	16 566 211,15	– 0,05
FR	2007FR06RPO004	12 870 693,06	0,00	12 870 693,06	0,00	12 870 693,06	12 884 347,90	– 13 654,84
FR	2007FR06RPO005	23 716 944,57	0,00	23 716 944,57	0,00	23 716 944,57	23 716 945,03	– 0,46
FR	2007FR06RPO006	47 353 734,75	0,00	47 353 734,75	0,00	47 353 734,75	47 354 604,75	– 870,00
HU	2007HU06RPO001	488 440 120,46	0,00	488 440 120,46	0,00	488 440 120,46	488 367 811,52	72 308,94
IE	2007IE06RPO001	321 600 879,23	0,00	321 600 879,23	0,00	321 600 879,23	321 597 909,38	2 969,85
IT	2007IT06RAT001	5 739 453,45	0,00	5 739 453,45	0,00	5 739 453,45	5 739 453,45	0,00
IT	2007IT06RPO001	26 101 736,62	0,00	26 101 736,62	0,00	26 101 736,62	26 115 464,35	– 13 727,73
IT	2007IT06RPO002	13 934 964,22	0,00	13 934 964,22	0,00	13 934 964,22	13 934 964,04	0,18
IT	2007IT06RPO003	74 412 930,10	0,00	74 412 930,10	0,00	74 412 930,10	74 412 930,43	– 0,33
IT	2007IT06RPO004	20 028 568,61	0,00	20 028 568,61	0,00	20 028 568,61	20 036 023,32	– 7 454,71
IT	2007IT06RPO005	42 156 869,89	1 285 828,70	40 871 041,19	0,00	40 871 041,19	40 873 284,25	– 2 243,06
IT	2007IT06RPO006	15 828 545,98	0,00	15 828 545,98	0,00	15 828 545,98	15 842 357,78	– 13 811,80
IT	2007IT06RPO007	92.277 508,99	0,00	92 277 508,99	0,00	92 277 508,99	92 277 640,74	– 131,75
IT	2007IT06RPO008	19 576 025,89	0,00	19 576 025,89	0,00	19 576 025,89	19 577 291,91	– 1 266,02
IT	2007IT06RPO009	60 493 655,95	0,00	60 493 655,95	0,00	60 493 655,95	60 493 655,95	0,00
IT	2007IT06RPO010	53 571 538,99	0,00	53 571 538,99	0,00	53 571 538,99	52 847 443,99	724 095,00
IT	2007IT06RPO011	11 452 008,76	0,00	11 452 008,76	0,00	11 452 008,76	11 452 028,81	– 20,05

(en EUR)

EM	CCI	Dépenses 2013	Corrections	Total	Montants non réutilisables	Montant accepté et apuré pour l'exercice 2013	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice	Montants recouvrables auprès de l'État membre (*) (–) ou payables à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii – iv	vi	vii = v – vi
IT	2007IT06RPO012	44 748 298,33	0,00	44 748 298,33	0,00	44 748 298,33	44 845 581,90	– 97 283,57
IT	2007IT06RPO013	3 056 780,14	0,00	3 056 780,14	0,00	3 056 780,14	3 056 780,11	0,03
IT	2007IT06RPO014	77 784 956,83	0,00	77 784 956,83	0,00	77 784 956,83	77 784 953,83	3,00
IT	2007IT06RPO015	16 279 466,81	0,00	16 279 466,81	0,00	16 279 466,81	16 287 891,49	– 8 424,68
IT	2007IT06RPO016	72 589 147,74	0,00	72 589 147,74	0,00	72 589 147,74	72 678 747,80	– 89 600,06
IT	2007IT06RPO017	64 873 608,54	0,00	64 873 608,54	0,00	64 873 608,54	64 878 548,52	– 4 939,98
IT	2007IT06RPO018	104 574 776,80	0,00	104 574 776,80	0,00	104 574 776,80	104 574 775,63	1,17
IT	2007IT06RPO019	141 147 110,44	0,00	141 147 110,44	0,00	141 147 110,44	141 281 980,21	– 134 869,77
IT	2007IT06RPO020	140 867 300,26	0,00	140 867 300,26	0,00	140 867 300,26	141 031 688,43	– 164 388,17
IT	2007IT06RPO021	164 995 430,68	0,00	164 995 430,68	0,00	164 995 430,68	165 079 479,78	– 84 049,10
LT	2007LT06RPO001	251 014 977,59	0,00	251 014 977,59	0,00	251 014 977,59	251 016 471,02	– 1 493,43
LU	2007LU06RPO001	10 062 399,48	0,00	10 062 399,48	0,00	10 062 399,48	10 106 570,17	– 44 170,69
LV	2007LV06RPO001	182 447 017,03	0,00	182 447 017,03	0,00	182 447 017,03	182 447 017,03	0,00
MT	2007MT06RPO001	9 622 621,42	0,00	9 622 621,42	0,00	9 622 621,42	9 622 621,42	0,00
NL	2007NL06RPO001	99 472 352,79	0,00	99 472 352,79	0,00	99 472 352,79	99 726 051,61	– 253 698,82
PL	2007PL06RPO001	1 806 188 697,68	0,00	1 806 188 697,68	0,00	1 806 188 697,68	1 806 191 428,81	– 2 731,13
PT	2007PT06RAT001	4 131 731,46	0,00	4 131 731,46	0,00	4 131 731,46	4 131 731,31	0,15
PT	2007PT06RPO001	44 696 408,92	913 212,81	43 783 196,11	0,00	43 783 196,11	43 783 186,91	9,20
PT	2007PT06RPO002	586 470 491,24	0,00	586 470 491,24	0,00	586 470 491,24	586 462 206,07	8 285,17
PT	2007PT06RPO003	22 073 226,85	0,00	22 073 226,85	0,00	22 073 226,85	22 073 205,64	21,21
SE	2007SE06RPO001	181 801 899,32	0,00	181 801 899,32	0,00	181 801 899,32	181 801 843,62	55,70

(en EUR)

EM	CCI	Dépenses 2013	Corrections	Total	Montants non réutilisables	Montant accepté et apuré pour l'exercice 2013	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice	Montants recouvrables auprès de l'État membre (*) (–) ou payables à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii – iv	vi	vii = v – vi
SI	2007SI06RPO001	125 941 693,50	0,00	125 941 693,50	0,00	125 941 693,50	126 090 950,22	– 149 256,72
SK	2007SK06RPO001	195 379 480,69	0,00	195 379 480,69	0,00	195 379 480,69	195 379 530,67	– 49,98
UK	2007UK06RPO001	531 265 484,57	0,00	531 265 484,57	0,00	531 265 484,57	531 374 046,06	– 108 561,49
UK	2007UK06RPO002	58 821 232,49	0,00	58 821 232,49	0,00	58 821 232,49	58 821 401,09	– 168,60
UK	2007UK06RPO003	112 691 696,58	0,00	112 691 696,58	0,00	112 691 696,58	123 600 128,53	– 10 908 431,95
UK	2007UK06RPO004	47 804 760,73	0,00	47 804 760,73	0,00	47 804 760,73	47 807 176,80	– 2 416,07

(*) Si les paiements ont atteint 95 % de la participation totale du Feader à un programme de développement rural – article 24, paragraphe 4, du règlement (CE) nº 1290/2005 [tel que visé à l'article 34, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013, modifié par l'article 8 du règlement (UE) nº 1310/2013] –, le solde sera payé lors de la clôture du programme.

ANNEXE II

Apurement des comptes des organismes payeurs

Exercice 2013 — Feader

Liste des organismes payeurs et des programmes dont les comptes sont disjoints et feront l'objet d'une décision d'apurement des comptes ultérieure

État membre	Organisme payeur	Programme
Bulgarie	State Fund Agriculture (SFA)	2007BG06RPO001
Danemark	Agence danoise Agrifish (DAFA)	2007DK06RPO001
Espagne	Dirección General de Fondos Agrarios de la Consejería de Agricultura, PESCA y Medio Ambiente de la Junta de Andalucía	2007ES06RPO001
	Organismo pagador de la Comunidad Autónoma del Principado de Asturias	2007ES06RPO003
Grèce	Payment and Control Agency for Guidance and Guarantee Community Aids (O.P.E.K.E.P.E)	2007GR06RPO001
Roumanie	Paying Agency for Rural Development and Fishery (PARDF)	2007RO6RPO001